

ARRÊTE N° 2017 - 06

Relatif à l'autorisation d'activités commerciales de l'établissement DREAMLAND GUADELOUPE sur les espaces du Grand Cul-de-Sac Marin classés en coeur de Parc national

Le directeur de l'établissement public du Parc national de la Guadeloupe

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L.331-4-1 ;

Vu le décret n° 2009-614 du 3 juin 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national de la Guadeloupe aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi 2006-436 du 14 avril 2006, et notamment son article 13 ;

Vu le décret n° 2014-48 du 21 janvier 2014 portant approbation de la charte du Parc national de la Guadeloupe, et notamment la modalité 20 de son annexe 2 relative aux modalités d'application de la réglementation dans le coeur du Parc national de la Guadeloupe ;

Vu la demande formulée par DREAMLAND GUADELOUPE le 11 mai 2016

Vu l'avis du Conseil Scientifique en date du 30 janvier 2017

Considérant la fragilité des milieux naturels des espaces du Grand Cul-de-Sac Marin classés en coeur du parc national et de la nécessité d'encadrer leur fréquentation sportive et touristique pour assurer leur conservation

Décide

Article 1 : Autorisation

L'établissement DREAMLAND GUADELOUPE
Représenté par Monsieur Erick COULON
Domicilié 10 lotissement LE GOTHEL BELLE PLAINE 97190 LE GOSIER
est autorisé à exercer les activités commerciales suivantes :

- **Excursions guidées et croisières en bateau à moteur**
- **Activités palmes maques tuba et baignade**

aux conditions fixées ci après.

Article 2 : Moyens nautiques

- **NAVIRE : TURTLE PP 932 086**, capacité maximale 13 (yc équipage), capacité autorisée pour la pratique en coeur 13 personnes (yc équipage)
- **catégorie du navire : NUC**

Article 3 : Lieux

Les coeurs de Parc national du Grand Cul-de-Sac Marin à l'exception de la lagune de



Parc national de la Guadeloupe

Habitation Beausoleil • Montéran • 97120 Saint-Claude • BP 93

Tél. +590 5 90 80 86 00 - Fax +590 5 90 80 05 46

www.guadeloupe-parcnational.fr • contact@guadeloupe-parcnational.fr

Belle Plaine.

Article 4 : Mouillage

Coeur de Parc national de FAJOU
Coeur de Parc national îlet Blanc de Carénage

Lorsque le site en est équipé, utiliser impérativement et uniquement les mouillages mis en place par le Parc national. S'ils sont déjà occupés, le mouillage se fera sur sable uniquement. N'utiliser les ancres que sur zone sableuse ou vaseuse, ancre et chaîne en dehors des herbiers. La ligne de mouillage ne doit en aucun cas dégrader les zones d'herbier ou de formations coralliennes.

Ne pas déhaler le bateau sur l'ancre mais la relever que lorsqu'elle est à la verticale.

Autour des îlets (hors îlets Pigeon), mouiller les bateaux (après débarquement des passagers) à plus de 10 mètres de la rive (zone de baignade).

Article 5 : Débarquement

Coeur de Parc national îlet Blanc de Carénage.
L'accès à l'îlet Blanc est interdit du 1 mai au 31 août.

Article 6 : Fréquence

Une rotation par jour

Article 7 : Période d'activité.

Toute l'année.

Article 8 : Durée de l'activité

La journée

Article 9 : Informations et affichage

Le prestataire a obligation d'afficher les recommandations éco-responsables ou guide de bonnes conduites fournis par le PNG et approuvé par le prestataire ainsi que la présente autorisation dans ses locaux commerciaux et dans chacun des navires de manière visible et consultable par ses clients.

Article 10 : Utilisation de la dénomination « Parc national de la Guadeloupe »

Le prestataire est autorisé à faire apparaître sur ses supports de communication ou d'information la dénomination « Parc national de la Guadeloupe » pour indiquer qu'il exerce son activité dans le Parc national de la Guadeloupe

- l'utilisation de cette dénomination est limitée au cadre du présent arrêté
- les supports comportant cette dénomination devront être validés par le parc national

Article 11 : Durée de l'autorisation

Cette autorisation est accordée pour une durée de 3 ans à compter de sa date de signature par

le directeur du Parc national. Si l'activité change de nature ou de taille, même partiellement, elle devra obligatoirement faire l'objet d'une nouvelle demande.

Le renouvellement devra faire l'objet d'une demande 3 mois avant la date d'expiration.

Article 12 : Encadrement Sécurité

Le prestataire doit impérativement encadrer et surveiller les activités de sa clientèle.

Le prestataire a une obligation générale de sécurité.

Article 13 – Obligations spécifiques

-1/ Pour les activités palmes maques tuba et baignade :

- interdire l'utilisation de gants et de palmes longues (voilure supérieure à 45 cm) sauf pour les encadrants.

- 2/ Excursions guidées et croisières en bateau à voile ou à moteur

- interdiction d'approcher en navire à moins de 50 m des reposoirs permanents et des colonies de reproduction. Cf carte annexée.
- interdiction d'approcher à pied à moins de 150 m des reposoirs et colonies d'oiseaux . Cf carte annexée.

Article 14 : Suivi de la fréquentation

Obligation de remplir l'outil de suivi de la fréquentation mis en place par le Parc national de la Guadeloupe en respectant les délais imposés.

Article 15 : Contrôle et sanction

Sans préjudice d'éventuelles poursuites pénales, tout manquement au présent arrêté commis par le prestataire, ses employés ou sa clientèle donnera lieu à un rapport de manquement administratif suivi d'éventuelles sanctions administratives.

Outre les clauses du présent arrêté, le prestataire doit notamment respecter et faire respecter par ses employés et sa clientèle les réglementations et prescriptions relatives à la protection de la faune, de la flore, des milieux naturels et du caractère du Parc national.

Article 16 : Redevance

En application de l'article 13 du décret 2009-614 du 3 juin 2009, l'activité pourra être soumise à redevance, son application sera immédiate. Le cas échéant, la mise en place de cette redevance sera notifiée à l'entreprise par le Directeur du Parc national de la Guadeloupe.

Article 17 : Dérogation

Une dérogation temporaire et exceptionnelle peut être accordée au prestataire (changement de site, dépassement de quotas, changement d'horaire,) par le chef du pôle milieux marins. La demande doit être formulée par mail une semaine à l'avance.

Article 18 : Exécution


Le chef du pôle Milieux marins est chargé de l'exécution de la présente autorisation

Article 19 : Publication

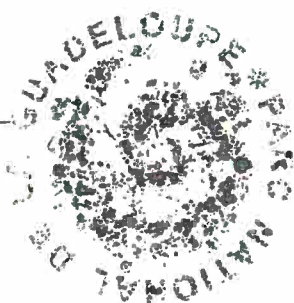
Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national de la Guadeloupe.

Fait à St Claude le 1/2/17

Le Directeur



Maurice ANSELME



PUBLIÉ LE :

- 2 FEV. 2017